Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA **DEL REGNO D'ITALIA**

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Anno 74° ROMA - Martedì, 10 ottobre 1933 - ANNO XI Numero 236

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

SUPPLEMENTI ORDINARI

LEGGI E DECRETI

REGIO DECRETO 8 maggio 1933, n. 1270.
Esecuzione della Convenzione per il regime internazionale dei porti marittimi.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari

esteri, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per la grazia e giustizia, per le finanze e per le comunicazioni;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione e allo Statuto (con annesso) sul regime internazionale dei porti marittimi, nonchè al relativo Protocollo di firma; atti stipulati a Ginevra, fra l'Italia ed altri Stati, il 9 dicembre 1923.

Art. 2.

Il presente decreto entrerà in vigore alle condizioni e nei termini stabiliti dall'art. 6 della Convenzione di cui all'articolo precedente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 8 maggio 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE FRANCISCI — JUNG — CIANO.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 settembre 1933 - Anno XI
Atti del Governo, registro 336, foglio 148. — MANCINI.

Convention (1) et statut sur le régime international des ports maritimes.

***L'Allemagne**, la Belgique, Le Brésil, l'Empire Britannique (avec la Nouvelle-Zélande et l'Inde), la Bulgarie, le Chili, le Danemark, l'Espagne, l'Esthonie, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lithuanie, la Norvège, les Pays-Bas, le Salvador, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie et l'Uruguay.*

Désireux d'assurer dans la plus large mesure possible la liberté des communications prévue à l'article 23 *c)* du Pacte en garantissant dans les ports maritimes placés sous leur souveraineté ou autorité et pour les besoins du commerce international l'égalité de traitement entre les navires de tous les Etats contractants, leurs marchandises et leurs passagers;

Considérant que la meilleure manière d'aboutir à un resultat en cette matière est par le moyen d'une convention générale à laquelle le plus grand nombre possible d'Etats pourront adhérer ultérieurement;

Considérant que la Conférence réunie à Gênes, le 10 avril 1922, a demandé, en une résolution transmise aux organismes compétents de la Société des Nation, avec l'approbation du Conseil et de l'Assemblée de la Société, que soient conclues et mises en vigueur le plus tôt possible les conventions internationales relatives au régime des communications prévues dans les traités de paix et que l'article 379 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités ont prévu l'élaboration d'une Convention générale sur le régime international des ports;

Ayant accepté l'invitation de la Société des Nations de participer à une conférence, réunie à Genève le 15 novembre 1923;

Soucieux de mettre en viguer les dispositions du Statut applicable au régime international des ports maritimes qui y a été adopté, et de conclure une convention générale à cet effet, les Hautes Parties Contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Présidente du Reich Allemand:

Monsieur Gottfried ASCHMANN, Consul général à Genève;

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Xavier NEUJEAN, Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes et Téléphones de Belgique, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil:

M. le Commandant-Major E. LEITAO DE CARVALHO, Officier d'Etat-Major, Professeur à l'Ecole d'Etat-Major de Rio de Janeiro, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit, et

M. Eliseu DA FONSECA MONTARROYOS, Membre de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit, Délégué à la deuxième Conférence général des Communications et du Transit;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Dominions britanniques au dela des mers, Empereur des Indes:

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, G.C.B, Conseiller économique principal du Gouvernement britannique, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande:

L'Honorable Sir James ALLEN, K.C.B., Haut Commissaire pour la Nouvelle-Zélande dans le Royaume-Uni;

Pour l'Inde:

Le très honorable Lord HARDINGE OF PENSHURST, K.G. G.C.B.,G.C.S.I.,G.C.M.G., G.C.I.E., G.C.V.O., I.S.O. Conseiller privé, ancien Vice-Roi, ancien Ambassadeur;

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. D. MIKOFF, Chargé d'Affaires à Berne;

Le Président de la République du Chili:

M. Francisco RIVAS VICUNA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, près le Président de la République tchécoslovaque, près le Président de la République autrichienne, et près Son Altesse Sérénissime le Gouverneur de Hongrie, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Sa Majesté le Roi de Danemark:

M. P. A. HOLCK-COLDING, Chef de département au Ministère des Travaux publics, Membre de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

---

(1) *Dépôt des ratifications*: Empire Britannique, 29 août 1924.
Adhésions: France, 1er décembre 1924, sous réserve de ratification et sous les deux réserves suivantes:
1. — La France aura la faculté de suspendre, conformément à l'article 8 de la Convention, le bénéfice de l'égalité de traitement pour la Marine Marchande d'un Etat qui, en faisant usage de la disposition de l'art 12, par. 1er, viendrait à rompre lui-même l'égalité de traitement au profit de sa marine.
2. — La présente adhésion n'engagera pas, ainsi qu'il est prévu à l'article 9 de la Convention, l'ensemble des protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer soumis à la souveraineté ou à l'autorité de la République française.

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

M. Guillermo BROCKMANN Y ABARZUZA, Inspecteur général des Chaussées, Canaux et Ports, Membre de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Le Président de la République Esthonienne:

M. Charles Robert PUSTA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République française, Membre de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit, Délégué à la deuxième Conférence général des Communications et du Transit;

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. A. POLITIS, Délégué technique du Gouvernement hellénique à Paris, Délégué à la deuxieme Conférence générale des Communications et du Transit, et

M. Demètre G. PHOCAS, Capitaine de frégate de la marine hellénique, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Son Altesse Sérénissime le Gouverneur de Hongrie:

M. Emile DE WALTER, Conseiller ministériel au Ministère royal de Hongrie des Affaires étrangéres, Délégué a la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. Paolo BIGNAMI, ancieu Sous-Secrétaire d'Etat, ancien Député, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Sa Majesté l'Empereur de Japon:

M. S. OKUYAMA, Conseiller d'ambassade, Directeur adjoint du Bureau du Japon à la Société des Nations à Paris, Délégué a la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Le Président de la République Lithuanienne:

M. C. DOBKEVICIUS, Conseiller à la Légation de Lithuanie à Paris, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. Gabriel SMITH, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Le Jonkheer W. J. M. VAN EYSINGA, Professeur à l'Université de Leyde, Membre de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Le Président de la République de Salvador:

M. J. G. GUERRERO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République française et près Sa Majesté le Roi d'Italie, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes:

M. B. VOUKOVITCH, Directeur des Chemins de fer de l'Etat, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Sa Majesté le Roi de Siam:

M. Phya SANPAKITCH PREECHA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Espagne et près Sa Majesté le Roi d'Italie, Délegué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Sa Majesté le Roi de Suède:

M. le Baron ALSTRÖMER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse;

Le Conseil Fédéral Suisse:

M. le Dr. Robert HEROLD, Directeur de la Division des Chemins de fer du Département fédéral des Postes et des Chemins de fer, Membre de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit;

Le Président de la République tchecoslovaque:

M. J. DVORÁCEK, Ministre plénipotentiaire et Chef du Département Economique au Ministère des Affaires étrangères;

Le Président de la République de l'Uruguay:

M. Benjamin FERNANDEZ Y MEDINA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Espagne, Président de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit;

lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article premier.

Les Etats contractants déclarent accepter le Statut ci-annexé relatif au régime international des Ports maritimes adopté par la Deuxieme Conférence Générale des Communications et du Transit, qui s'est réunie à Genève, le 15 novembre 1923.

Ce Statut sera considéré comme faisant partie intégrante de la présente Convention. En conséquence, elles déclarent accepter les obligations et engagements dudit Statut, conformément aux termes et suivant les conditions qui y figurent.

Art. 2.

La présente Convention ne porte en rien atteinte aux droits et obligations qui résultent des dispositions du Traité de Paix signé à Versailles le 28 juin 1919, ou des dispositions des autres traité analogues, en ce qui concerne les Puissances signataires ou bénéficiaires de ces traités.

Art. 3.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour, et sera, jusqu'au 31 octobre 1924, ouverte à la signature de tout Etat représenté à la Conférence de Genève, de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat à qui le Conseil de la Société des Nations aura à cet effet communique un exemplaire de la présente Convention.

Art. 4.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général la Société des Nations, qui en notifiera la dépôt a tous Etats signataires ou adhérents.

Art. 5.

A partir du premier novembre 1924, tout Etat représenté à la Conférence visée à l'article premier, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire, pourra adhérer à la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations,

aux fins de dépôt dans les Archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous Etats signataires ou adhérents.

Art. 6.

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée au nom de cinq Etats. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la cinquième ratification. Ultérieurement, la présente Convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire Général enregistrera la présente Convention le jour de l'entrée en vigueur de cette dernière.

Art. 7.

Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant, compte tenu de l'article 9, quelles parties ont signé ou ratifié la présente Convention, y ont adhéré ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux Membres de la Société et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

Art. 8.

Sous réserve des dispositions de l'article 2 de la présente Convention, celle-ci peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties, après l'expiration d'un délai de cinq ans, à partir de la date de son entrée en vigueur pour ladite partie. La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Copie de cette notification informant toutes les autres parties de la date à laquelle elle a été reçue, leur sera immédiatement transmise par le Secrétaire général.

La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général, et ne sera opérante qu'en ce qui concerne l'Etat qui l'aura notifiée.

Art. 9.

Tout Etat signataire ou adhérent de la présente Convention peut déclarer, soit au moment de sa signature, soit au moment de sa ratification ou de son adhésion, que son acceptation de la présente Convention n'engage pas, soit l'ensemble, soit tel de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer somis à sa souveraineté ou à son autorité, et peut, ultérieurement et conformément à l'article 5, adhérer séparément au nom de l'un quelconque de ces protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer, exclus par cette déclaration.

La dénonciation pourra également s'effectuer séparément tout protectorat, colonie, possession ou territoire d'outre-mer; les dispositions de l'article 8 s'appliqueront à cette dénonciation.

Art. 10.

La révision de la présente Convention pourra être demandée à toute époque par un tiers des Etats contractants.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le neuf décembre mil neuf cent vingt-trois, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations.

Allemagne: GOTTFRIED ASCHMANN.

Belgique: XAVIER NEUJEAN.

Brésil: E. LEITAO DE CARVALHO — E. MONTARROYOS.

Empire Britannique: H. LLEWELLYN SMITH.

Nouvelle-Zélande: J. ALLEN.

Inde: HARDINGE OF PENSHURST.

Bulgarie: D. MIKOFF.

Chili: FRANCISCO RIVAS VICUNA.

Danemark: A. HOLCK-COLDING.

Espagne: Sous réserve du Droit concernant l'emigration dont à l'article douze (12) de ce Statut — GMO. BROKMANN.

Esthonie: C. R. PUSTA.

Grèce: A. POLITIS — D. G. PHOCAS — Sous réserve du droit concernant l'émigration, dont l'Art. douze (12) de ce Statut — A. P. D. Ph.

Hongrie: WALTER.

Italie: Sous réserve du droit concernant l'èmigration, dont à l'art. 12 (douze) de ce Statut — PAOLO BIGNAMI.

Japon: S. OKUYAMA.

Lithuanie: Sous réserve du droit concernant l'emigration dont l'art. douze de ce Statut — DOBKEVICIUS.

Norvège: GABRIEL SMITH.

Pays-Bas: v. EYSINGA, à l'exception des territoires d'outre-mer, Indes Néerlandaises, Suriname et Curaçao.

Salvador: J. GUSTAVO GUERRERO.

Royaume des Serbes Croates et Slovènes: Sous réserve du droit concernant l'émigration, dont à l'art. 12 (douze) de ce Statut — B. VOUKOVITCH.

Siam: PHYA SANPAKITCH PREECHA.

Suède: ALSTRÖMER.

Suisse: HEROLD.

Tchécoslovaquie: Sous réserve du droit concernant l'emigration dont à l'art. 12 (douze) de ce Statut — J. DVORÁCEK.

Uruguay: B. FERNANDEZ Y MEDINA.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

STATUT

Article premier.

Sont considérés comme ports maritimes, au sens du présent Statut, les ports fréquentés normalement par les navires de mer et servant au commerce extérieur.

Art. 2.

Sous condition de réciprocité et avec la réserve prévue au premier alinéa de l'article 8, tout Etat contractant s'engage à assurer aux navires de tout autre Etat contractant un traitement égal à celui des ses propres navires ou des navires de n'impotre quel autre Etat, dans les ports maritimes placés sous sa souveraineté ou son autorité, en ce qui concerne la libertè d'accés du port, son utilisation et la complète jouissance des commodités qu'il accorde à la navigation et aux opérations commerciales pour les navires, leurs marchandises et leurs passagers.

L'egalité de traitement ainsi établie s'étendra aux facilités de toutes sortes telles que: attribution de places à quai, facilités de chargement et de déchargement, ainsi qu'aux droits et taxes de toute nature perçus au nom ou pour le comte du Gouvernement, des autorités publiques, des concessionnaires ou établissements de toutes sortes.

Art. 3.

Les dispositions de l'article précédent ne restreignent aucunement la liberté des autorités compétentes d'un port maritime dans l'applications des mesures qu'elles jugent convenable de prendre en vue de la bonne administration du port, pourvu que ces mesures soient conformes au principe de l'egalité de traitement tel qu'il est défini dans ledit article.

Art. 4.

Tous les droits et taxes pour l'utilisation des ports maritimes devront être dûment publiés avant leur mise en vigueur.

Il en sera de même des règlements de police et d'exploitation.

Dans chaque port maritime, l'administration du port tiendra à la disposition des intéressés un recueil des droits et taxes en vigueur, ainsi que des règlements de police et d'exploitation.

Art. 5.

Pour la détermination et l'application des droits de douane ou assimilés, des droits d'octroi local ou de consommation, ainsi que des frais accessoires perçus, à l'occasion de l'importation ou de l'exportation des marchandises par les ports maritimes placés sous la souveraineté ou l'autorité des Etats contractants, il ne pourra être aucunement tenu compte du pavillon du navire, de telle sorte qu'aucune distinction ne sera faite au détriment du pavillon d'un Etat contractant quelconque entre celui-ci et le pavillon de l'Etat sous la souveraineté ou l'autorité duquel le port est placé, ou celui de n'importe quel autre Etat.

Art. 6.

Afin de ne pas rendre inopérant dans la pratique le principe d'égalité de traitement dans les ports maritimes, posé à l'article 2, par l'adoption d'autres mesures de discrimination prises contre les navires d'un Etat contractant utilisant lesdits ports, chaque Etat contractant s'engage à appliquer les dispositions des articles 4, 20, 21 et 22 du Statut annexé à la Convention sur le régime international des voies ferrées signée à Genève le 9 décembre 1923 en tant que ces articles s'appliquent aux transports en provenance ou à destination d'un port maritime, que cet Etat contractant soit ou non partie à ladite Convention sur le régime international des voies ferrées. Lesdits articles doivent être interprétés conformément aux dispositions du Protocole de signature de ladite Convention. (Voir annexe).

Art. 7.

A moins de motifs exceptionnels, basés notamment sur des considérations géographiques, économiques ou techniques spéciales justifiant une dérogation, les droits de douane perçus dans un port maritime quelconque placé sous la souveraineté ou l'autorité d'un Etat contractant, ne peurront être supérieurs à ceux qui sont perçus aux autres frontières douanières du même Etat, sur une marchandise de même nature, de même provenance ou de même destination.

Si pour les motifs exceptionnels ci-dessus visés, des facilités douanières particulières sont accordées par un Etat contractant sur d'autres voies d'importation ou d'exportation des marchandises, il n'en fera pas un moyen de discrimination déraisonnable au détriment de l'importation ou de l'exportation effectuée par la voie des ports maritimes placés sous sa souveraineté ou autorité.

Art. 8.

Chacun des Etats contractants se réserve la faculté de suspendre, après notification par la voie diplomatique, le bénéfice de l'egalité de traitement pour tout navire d'un Etat qui n'appliquerait pas, d'une façon effective, dans un port maritime placé sous sa souveraineté ou son autorité, les dispositions du présent Statut aux navires dudit Etat contractant, à leurs marchandises et à leurs passagers.

En cas d'application de la mesure prévue à l'alinéa précédent, l'Etat qui en aura pris l'initiative et l'Etat qui en sera l'objet auront, l'un et l'autre, le droit de s'adresser à la Cour permanente de justice internationale par une requête adressée au greffe: la Cour statuera en procédure sommaire.

Toutefois, chaque Etat contractant aura la faculté, au moment de signer ou de ratifier la présente Convention, de déclarer que, à l'egard de tous les autres Etats contractants qui feraient la même déclaration, il renonce au droit de prendre les mesures mentionnées à l'alinéa premier du présent article.

Art. 9.

Le présent Statut ne vise en aucune manière le cabotage maritime.

Art. 10.

Chaque Etat contractant se réserve le droit d'organiser comme il l'entende le service du remorquage dans ses ports maritimes, à la condition que les disposition des articles 2 et 4 soient observées.

Art. 11.

Chaque Etat contractant se réserve le droit d'organiser ou de réglementer le pilotage comme il l'entend.

Dans le cas où le pilotage est obligatoire, les tarifs et les service rendus seront soumis aux dispositions des articles 2 et 4, mais chaque Etat contractan pourra exempter de l'obligation ceux de ses nationaux qui rempliraient des conditions techniques déterminées.

Art. 12.

Chaque Etat contractant aura la faculté, au moment de la signature ou de la ratification de la présente Convention, de déclarer qu'il se réserve le droit de limiter, suivant sa propre législation, et en s'inspirant autant que possible des principes du présent Statut, le transport des émigrants aux navires auxquels il aura accordé des patentes, comme remplissant les conditions requises dans ladite législation.

Le navires autorisés faire le transport des émigrants jouiront, dans tous le ports maritimes, de tous les avantages prévus dans le présent Statut.

Art. 13.

Le présent Statut s'applique à tous les navires, qu'ils appartiennent à des particuliers, a des collectivités publiques ou à l'Etat.

Toutefois, il ne vise en aucune manière les navires de guerre, ni les navires de police ou de contrôle, ni, en général,

les navires exerçant à un titre quelconque la puissance publique, ni tous le autres navires lorsque ceux-ci servent exclusivement aux fins de forces navales, militaires ou aériennes d'un Etat.

Art. 14.

Le présent Statut ne vise en aucune manière ni les navires de pêche, ni les produits de leur pêche.

Art. 15.

Lorsque par traité, convention ou accord, un Etat contractant aura accordé certains droits à une autre Etat, dans une zone définie de l'un de ses ports maritimes, en vue de faciliter le transit des marchandises et des passagers à destination ou en provenance dudit Etat, aucun autre Etat contractant ne pourra se prévaloir des dispositions du présent Statut pour revendiquer des droits analogues.

Tout Etat contractant jouissant de tels droits dans un port maritime d'un Etat contractant ou non devrà se conformer aux dispositions du présent Statut, en ce qui concerne le traitement des navires faisant le commerce avec lui, ainsi que de leurs marchandises et de leurs passagers.

Tout Etat contractant qui accorde de tels droits à un Etat non contractant est tenu de prévoir dans l'accord à intervenir à ce sujet l'obligation pour l'Etat qui jouira de ces droits, de se conformer aux dispositions du présent Statut, en ce qui concerne le traitement des navires faisant le commerce avec lui, ainsi que de leurs marchandises et de leurs passagers.

Art. 16.

Il pourra être exceptionnellement, et pour un terme aussi limité que possible, dérogé aux dispositions des articles 2 à 7 inclus par des mesures particulières ou générales que chacun des Etats contractants serait obligé de prendre, en cas d'événements graves intéressant la sûreté de l'Etat ou les intérêts vitaux du pays, étant entendu que les principes du présent Statut doivent être maintenus dans toute le mesure du possible.

Art. 17.

Aucun des Etats contractants ne sera tenu, par le présent Statut, de permettre le transit des voyageurs dont l'entrée sur ses territoires sera prohibée ou des marchandises d'une catégorie dont l'importation est interdite, soit pour raison de santé ou de sécurité publiques, soit comme précaution contre le maladies des animaux ou des végétaux. En ce qui concerne les transports autres que les transports en transit, aucun des Etats contractants ne sera tenu par le présent Statut de permettre le transport des voyageurs dont l'entrée sur ses territoires est prohibée ou des marchandises dont l'importation ou l'exportation est interdite, en vertu de lois nationales.

Chaque Etat contractant aura le droit de prendre les mesures de précaution nécessaires relatives au transport des marchandises dangereuses ou assimilées, ainsi que de police générale, y compris la police des émigrants entrant ou sortant de ses territoires, étant entendu que de telles mesures ne devront pas avoir pour effet d'établir des discriminations contraires aux principes du présent Statut.

Rien dans le présent Statut ne saurait non plus affecter les mesures que l'un quelconque des Etats contractants est ou pourra être amené à prendre en vertu de conventions internationales générales auxquelles il est partie, ou qui pourraient être conclues ultérieurement, en particulier celles conclues sous les auspices de la Société des Nations, relativement à la traite des femmes et des enfants, au transit, à l'exportation ou à l'importation d'une catégorie particulière de marchandises, telles que l'opium ou autres drogues nuisibles et les armes ou le produit de pêcheries, ou bien de conventions générales qui auraient pour objet de prévenir toute infraction aux droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, ou qui auraient trait aux fausses marques, fausses indications d'origine ou autres méthodes de commerce déloyal.

Art. 18.

Le présent Statut ne fixe pas les droits et devoirs des belligârants et des neutres en temps de guerre; néanmoins, il subsistera en temps de guerre, dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs.

Art. 19.

Les Etats contractants s'engagent à apporter à celles des conventions en vigueur à la date du 9 décembre 1923 et qui contreviendraient aux dispositions du présent Statut, dès que les circonstances le rendront possible ou tout au moins au moment de l'expiration de ces conventions, toutes modifications destinées à les mettre en harmonie avec elles, que permettraient les conditions géographiques, économiques ou techniques des pays ou régions qui sont l'objet de ces conventions.

Il en est de même des concessions accordées avant la date du 9 décembre 1923 pour l'exploitation totale ou partielle des ports maritimes.

Art. 20.

Le présent Statut ne comporte aucunement le retrait de facilités plus grandes en vigueur, accordées à l'utilisation des ports maritimes dans des conditions compatibles avec les principes du présent Statut; il ne comporte pas davantage l'interdiction d'en accorder à l'avenir de semblables.

Art. 21.

San préjudice de la clause prévue au deuxième alinéa de l'article 8, les différends qui surgoraient entre Etats contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Statut seront réglés de la manière suivante:

Si le différend ne peut être réglé, soit directement entre les parties, soit par tout autre moyen de règlement amiable, les parties au différend pourront, avant de recourir à toute procédure d'arbitrage ou à un règlement judiciaire, soumettre le différend pour avis consultatif à l'organe qui se trouverait institué par la Société des Nations comme organe consultatif et technique des Membres de la Societé, en ce qui concerne les communications et le transit. En cas d'urgence, un avis provisoire pourra recommander toutes mesures provisionnelles destinées notamment à rendre au trafic international les facilités dont il jouissait avant l'acte ou le fait ayant donné lieu au différend.

Si le différend ne peut être réglé par l'une des procédures indiquées dans l'alinéa précédent, les Etas contractants soumettront leur litige à un arbitrage, à moins qu'ils n'aient décidé ou ne décident, en vertud'un accord entre les parties, de le porter devant la Cour permanente de justice internationale.

Art. 22.

Si l'affaire est soumise à la Cour permanente de justice internationale, il sera statué dans les conditions déterminées par l'article 27 du Statut de ladite Cour.

En cas d'arbitrage, et à moins que les parties n'en décident autrement, chaque partie désignera un arbitre et le troisième membre du Tribunal arbitral sera choisi par les

arbitres, ou, si ces derniers ne peuvent s'entendre, sera nommé par le Conseil de la Société des Nations sur la liste des assesseurs pour les affaires de communications et de transit mentionnées à l'article 27 du Statut de la Cour permanente de justice internationale; dans ce dernier cas, le troisième membre sera choisi conformément aux dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 4 et du premier alinéa de l'article 5 du Pacte de la Société.

Le Tribunale arbitral jugera sur la base du compromis arrêté d'un commun accord par les parties. Si les parties n'ont pu se mettre d'accord, le Tribunal arbitral, statuant à l'unanimité, établira le compromis après examen des prétentions formulées par les parties; au cas où l'unanimité ne serait pas obtenue, il sera statué par le Conseil de la Société, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Si le compromis ne fixe pas la procédure, le Tribunal arbitral la fixera lui-même.

Au cour de la procédure d'arbitrage et à moins de dispositions contraires dans le compromis, les parties s'engagent à porter devant la Cour permanent de justice internationale toute question de droit international ou tout point d'interprétation juridique du Statut, dont le Tribunal arbitral, sur demande d'une des parties, estimerait que le règlement du différend exige la solution préalable.

Art. 23.

Il est entendu que le présent Statut ne doit pas être interprété comme réglant en quoi que ce soit les droits et obligations *inter se* de territoires faisant partie ou placés sous la protection d'un même Etat souverain, que ces territoires pris individuellement soient ou non Etats contractants.

Art. 24.

Rien dans les précédents articles ne pourra être interprété comme affectant en quoi que ce soit les droits ou obligations de tout Etat contractant en tant que Membre de la Société des Nations.

ANNEXE.

Textes des articles du Statut sur le régime international des voies ferrées, et des dispositions y relatives du Protocole de signature.

Article 4:

Les Etats contractants, reconnaissant la necessité de laisser à l'exploitation des chemins de fer l'élasticité indispensable pour lui permettre de répondre aux besoins complexes du trafic, entendent maintenir intacte la liberté de cette exploitation, tout en veillant à ce que cette liberté s'exerce sans abus à l'égard du trafic international.

Ils s'engagent à donner au trafic international des facilités raisonnables et s'interdisent toute discrimination qui aurait un caractère de malveillance à l'égard des autres Etats contractants, de leurs nationaux ou de leurs navires.

Le bénéfice des dispositions du présent article n'est pas limité aux transports régis par un contrat unique; il s'étend également aux transports visés aux articles 21 et 22 du présent Statuts, sous les conditions spécifiées auxdits articles.

Article 20:

Les Etats contractants, reconnaissant la nécessité de laisser aux tarifs en général la souplesse indispensable pour leur permettre de s'adapter, aussi exactement que possible, aux besoins complexes du commerce et de la concurrence commerciale, entendent maintenir intacte la liberté de leur tarification, suivant les principes admis par leur propre législation tout en veillant à ce que cette liberté s'exerce sans abus à l'égard du trafic international.

Ils s'engagent à appliquer au trafic international des tarifs raisonnables, tant par leur taux que par leurs conditions d'application et s'interdisent toute discrimination qui aurait un caractère de malveillance à l'égard des autres Etats contractants, de leurs nationaux ou de leurs navires.

Ces dispositions ne font pas obstacle à l'établissement entre les chemins de fer et la navigation, de tarifs communs respectant les principes posés par le précédents alinéas.

Article 21:

Le bénéfice des dispositions de l'article 20 n'est pas limité aux transports régis par un contrat unique. Il s'étend également à des transports qui comportent une série de parcours, par chemin de fer, par mer ou par toute autre voie, empruntant les territoires de plusieurs Etats contractants et régis par des contrats distincts, sous réserve que les conditions ci-après soient remplies.

Chacun des contrats successifs doit mentionner la provenance initiale et la destination finale du transport; la marchandise doit, pendant toute la durée du trajet total, rester sous la surveillance des transporteurs et être transmise par chacun d'eux au suivant sans intermédiaire et sans autre délai que celui nécessaire à l'accomplissement des opérations de transmission des formalités administratives de douane, d'octroi, de police ou autres.

Article 22:

Les dispositions de l'article 20 sont également applicables aussi bien en trafic national qu'en trafic international par chemin de fer aux marchandises séjournant dans un port sans que soit pris en considération le pavillon sous lequel elles ont été importées au seront exportées.

Protocole de signature: Il est entendu que toute différence de traitement entre pavillons, fondée exclusivement sur la considération du pavillon, doit être considérée comme discrimination de caractère malveillant au sens des articles 4 et 20 du Statut sur le régime international des voies ferrées.

Protocole de signature de la Convention sur le régime international des ports maritimes.

Au moment de procéder à la signature de la Convention sur le régime international des ports maritimes, conclue à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit:

1° Il est entendu que les dispositions du présent Statut s'appliqueront aux ports de refuge spécialement construits dans ce but;

2° Il est entendu que la réserve faite par la délégation britannique des stipulations de la Section 24 du « Pilotage Act » de 1913 est acceptée.

3° Il est entendu que les obligations prévues par la législation française en ce qui concerne les courtiers maritimes, ne sont pas considérées comme contraires au principe et à l'esprit du Statut sur le régime international des ports maritimes.

4° Il est entendu que la condition de réciprocité prévue dans l'article 2 du Statut sur le régime international des ports maritimes n'aura pas pour effet de priver des avantages dudit Statut les Etats contractants dépourvus de ports maritimes et qui ne jouiraient pas dans une zone d'un port maritime d'un autre Etat, des droits prévus à l'article 15 du Statut ci-dessus visé.

5° Dans le cas où un Etat ou territoire auquel la convention ne s'applique pas aurait même pavillon ou même nationalité qu'un Etat contractant, cet Etat ou ce territoire ne pourra se prévaloir d'aucun droit assuré par le Statut sur le régime international des ports maritimes au pavillon ou aux nationaux des Etats contractants.

Le présent Protocole aura la même force, valeur et durée que le Statut adopté à la date de ce jour et dont il doit être considéré comme faisant partie intégrante.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Protocole.

Fait à Genève, le neuf décembre mil neufcent vingt-trois, en simple expédition qui sera déposée dans les Archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera remise à tous les Etats représentés à la Conférence.

(*Suivent les mêmes signatures que celles figurant à la fin de la Convention*).

(Si omette il testo inglese).

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

REGIO DECRETO 28 settembre 1933, n. 1271.
Istituzione di una sede distaccata di pretura nel comune di Capizzi.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2785;
Ritenuta la convenienza di istituire nel comune di Capizzi una sede distaccata della pretura di Mistretta;
Sulla proposta del Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la grazia e giustizia;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

È istituita, con effetto dal 1° dicembre 1933-XII, nel comune di Capizzi, una sede distaccata della pretura di Mistretta.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 28 settembre 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE.

DE FRANCISCI.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 6 ottobre 1933 - Anno XI
Atti del Governo, registro 337, foglio 97. — MANCINI.

DECRETI PREFETTIZI:
Riduzione di cognomi nella forma italiana.

N. 554 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926 n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Slavich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata

Decreta:

Il cognome del sig. Slavich Giovanni, figlio di Antonio e di Maria Zornada, nato a Rozzo (Istria) il 18 gennaio 1897 e abitante a Chercus (Rozzo), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Salvi ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Ottavia Merzi di Lorenzo e di Chiogna Lidivina, nata a Gardolo (Trento) il 10 ottobre 1897, ed alla figlia Nella, nata a Trieste il 14 ottobre 1919.

Il presente decreto a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai numeri 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(3601)

N. 199 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926 n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Sincovich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata

Decreta:

Il cognome del sig. Sincovich Matteo, figlio del fu Antonio e di Caterina Clabot, nato a Momiano (Buie) il 5 novembre 1884 e abitante a Momiano (Buie), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Sinico ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Marina-Filomena Lallovich fu Gregorio e di Antonia Sincovich, nata a Tribano (Buie) il 21 giugno 1886, ed al figlio Mario, nato a Momiano il 16 luglio 1926, alla figliastra Filomena Sincovich fu Giovanni e di Marina Lallovich, nata a Momiano, il 14 ottobre 1914, ed alla madre Caterina Clabot fu Andrea e fu Maria Crebelich, vedova di Antonio Sincovich, nata a Momiano (Buie) il 3 novembre 1854.

Il presente decreto a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai numeri 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(3603)

N. 202 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni conte-

nute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926 n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Sincovich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata

Decreta:

Il cognome del signor Sincovich Matteo-Servolo, figlio di Matteo e di Maria Lozar, nato a Momiano (Buie) il 28 gennaio 1899 e abitante a Momiano (Buie), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Sinico ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Persico di Antonio e fu Maria Malattia, nata a Grisignana il 12 novembre 1898, ed ai figli, nati a Momiano: Servolo, il 15 novembre 1920; Rosa-Gisella, il 23 giugno 1922.

Il presente decreto a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai numeri 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(3604)

N. 176 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926 n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Sincovich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata

Decreta:

Il cognome del sig. Sincovich Giovanni, figlio di Antonio e della fu Maria Coslovich, nato a Buie il 17 novembre 1901 e abitante in Buie è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Sinico ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Albina Cociancich di Antonio e di Elena Marchesich, nata a Toppolo l'8 febbraio 1908, ed al figlio Elia, nato a Buie il 20 novembre 1926.

Il presente decreto a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai numeri 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(3605)

N. 176 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926 n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Sincovich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata

Decreta:

Il cognome del sig. Sincovich Antonio, figlio del fu Antonio e di Maria Decolle, nato a Buie il 31 gennaio 1867 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Sinico ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche ai figli della defunta moglie Maria Coslovich, nati a Buie: Giuseppe, il 7 luglio 1898; Elisa, il 29 gennaio 1906; alla nuora Antonia Sincovich fu Antonio e di Margherita Giugevich, moglie di Giuseppe Sincovich, nata a Buie il 2 settembre 1902, ed alla nipote Maria, figlia di Giuseppe Sincovich e di Antonia Sincovich, nata a Buie il 24 aprile 1921.

Il presente decreto a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai numeri 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(3606)

N. 207 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926 n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Sincovich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata

Decreta:

Il cognome del sig. Sincovich Paolo, figlio di Andrea e di Maria Sincovich, nato a Tribano (Buie) il 1° luglio 1888 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Sinico ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Crevatin fu Giovanni e fu Caterina Slatich, nata a Oscurus (Buie) il 18 settembre 1892, ed ai figli nati a Buie: Vittoria, il 16 ottobre 1919; Paolo, il 10 novembre 1922; Maria, il 17 aprile 1924.

Il presente decreto a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai numeri 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(3607)

N. 494 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926 n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Sgrablich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata

Decreta:

Il cognome del sig. Sgrablich Francesco, figlio di Andrea e di Domenica Sponza, nato a Rovigno d'Istria il 7 agosto 1892 e abitante a Rovigno d'Istria è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Grabelli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Stifanich Caterina fu Matteo e fu Eufemia Xusich, nata a Montreo (Montona) il 25 agosto 1894 ed ai figli nati a Rovigno d'Istria: Andrea, l'8 settembre 1919, Margherita, il 13 febbraio 1922, Silvio, il 15 febbraio 1928.

Il presente decreto a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai numeri 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(3608)

N. 493 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926 n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Sgrablich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata

Decreta:

Il cognome della sig.ra Sgrablich Eufemia vedova di Simone, figlia del fu Giuseppe Santin e della fu Antonia Devescovi, nata a Rovigno d'Istria il 23 gennaio 1857 e abitante a Rovigno d'Istria, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Grabelli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche al figlio Giuseppe, nato a Rovigno d'Istria, il 23 giugno 1895.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai numeri 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(3609)

N. 495 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926 n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Sgrablich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata

Decreta:

Il cognome del sig. Sgrablich Francesco, figlio del fu Giuseppe e della fu Antonia Diamovich, nato a Gimino il 6 aprile 1877 e abitante a Rovigno d'Istria, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Grabelli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Rosa Mohorovich di Giovanni e di Giuseppina Hohman, nata a Pisino il 13 marzo 1888 ed ai figli, nati a Rovigno d'Istria: Viecoslao, il 24 settembre 1907; Giovanni, il 14 ottobre 1912; Virgilio, il 17 febbraio 1914.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai numeri 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(3610)

N. 1083 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto:

Ritenuto che il cognome « Cubarich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Cuharich Francesco, figlio del fu Antonio e della fu Anna Ovciarich, nato a Borutto (Bogliuno) il 18 giugno 1868 e abitante a Borutto, n. 20, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cucari ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Ceh Mattea di Domenico e fu Caterina Zottich, nata a Borutto il 23 febbraio 1874, ed ai figli, nati a Borutto: Francesco, il 7 maggio 1904; Pierina, il 5 aprile 1906; Antonio, il 15 luglio 1908; Emilia, l'8 aprile 1910; Giuseppina, il 4 aprile 1908; Albina, il 19 ottobre 1914 e Riccardo il 23 marzo 1916.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3611)

N. 1233 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto:

Ritenuto che il cognome « Cutich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Cutich Pietro, figlio del fu Giovanni e di Maria Golia, nato a Pola il 1° marzo 1899 e abitante a Pola, Montegrande, n. 395, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cutti ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Zovich Antonia di Simone e di Lucia Slivar, nata a Gallignana (Pisino) il 20 novembre 1903.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3612)

N. 1234 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Cucich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della signorina Cucich Amalia, figlia del fu Francesco e della fu Segnan Gioseffa, nata a Pola l'11 settembre 1887 e abitante a Pola, via Cappellini, n. 242, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cucci ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla sorella Petra, nata a Pola il 1° giugno 1890.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3613)

N. 1236 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Cuhar » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Cuhar Giuseppe, figlio del fu Giuseppe e di Bencich Maria, nato a Gimino il 29 agosto 1885 e abitante a Pola, Monte Bussoler, n. 151, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cuoco ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Bartolich Lucia di Giovanni e di Gregorich Giovanna, nata a Hreli il 13 novembre 1887, ed ai figli, nati a Scattari (Pola): Raffaele, il 26 agosto 1914; Maria, il 18 giugno 1918 e Giuseppe, il 25 settembre 1921.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3614)

N. 1239 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto:

Ritenuto che il cognome « Cuhar » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Cuhar Giovanni, figlio di Giacomo e di Maria Boncich, nato a Gimino il 9 agosto 1898 e abitante a Pola, via XX Settembre, n. 87, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cuoco ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Valcovich Maria di Giuseppe e di Vlach Maria, nata a Pola il 12 febbraio 1904, ed alle figlie, nate a Pola: Mafalda, il 26 giugno 1925; Claudia, il 30 aprile 1927.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3615)

N. 1238 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto:

Ritenuto che il cognome « Cuhar » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Cuhar Simone, figlio del fu Giuseppe e di Maria Liubicich, nato a Gimino il 28 ottobre 1888 e abitante a Pola, via della Valle, n. 8, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cuoco ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Pilat Antonia fu Antonio e di Ladavaz Caterina, nata a Pola il 22 giugno 1894, ed alle figlie nate a Pola: Vittoria, il 12 ottobre 1917, ed Oliva, il 9 giugno 1920.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3616)

N. 1237 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Cuhar » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Cuhar Carlo, figlio del fu Giuseppe e di Liubicich Maria, nato a Gimino il 23 novembre 1898 e abitante a Pola, via Orseolo, n. 30, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cuoco ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Kmet Teresa di Antonio e di Grizila Fosca, nata a Selo Kmeti (Gimino) il 23 febbraio 1902, ed ai figli, nati a Pola: Claudia, il 9 dicembre 1927; Maria, il 6 marzo 1929.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3617)

N. 1240 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Cuhar » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Cuhar Antonio, figlio del fu Giuseppe e di Maria Liubicich, nato a Gimino il 13 marzo 1894 e abitante a Pola, via Orseolo n. 32, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cuoco ».

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3618)

N. 1210 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Coslian » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Coslian Pasquale Natale, figlio del fu Martino e di Vitassovich Eufemia, nato a Lavarigo (Pola) il 30 marzo 1888 e abitante a Pola, via Bradamante, n. 430, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cosliani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Kich Anna fu Martino e fu Sladogna Elena, nata in Altura (Pola) il 6 aprile 1889 ed alla figlia Eufemia, nata a Steinhlam (Austria Inferiore) il 5 maggio 1917; ed ai figli nati a Lavarigo: Glauco, il 13 novembre 1919; Vladko, il 20 gennaio 1922; Argentina, il 10 marzo 1927; Leopoldo, il 29 luglio 1923.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3619)

N. 1208 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Coslian » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Coslian Michele, figlio del fu Gregorio e della fu Fosca Chersul, nato a Lavarigo (Pola) l'11 agosto 1867 e abitante a Lavarigo, n. 14, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cosliani ».

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3620)

N. 1206 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Coslian » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della signorina Coslian Maria, figlia di Michele e della fu Anna Poropat, nata a Lavarigo (Pola) il 14 agosto 1897 e abitante a Pola, Clivo Crispo, n. 2, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cosliani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche ai figli illegittimi nati a Pola: Remigio, il 1° ottobre 1921; Olga, il 13 novembre 1927.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3621)

N. 1207 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Coslian » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Coslian Leopoldo, figlio del fu Martino e di Eufemia Vitassovich, nato a Lavarigo (Pola) il 3 ottobre 1899 e abitante a Lavarigo, n. 34, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cosliani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche al fratello Gregorio nato a Lavarigo il 17 novembre 1902.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3622)

N. 1138 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome di « Chert » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Chert Antonio, figlio di Antonio e di Antonia Verbanaz, nato a Pola il 7 febbraio 1895 e abitante a Pola, Vallelunga n. 14, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cherti ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Jeronella Anna fu Giovanni e fu Domenica Bresaz, nata a Pola il 14 febbraio 1897, ed ai figli: Mario, nato a Gallesano (Pola) il 10 maggio 1920; Renato, nato a Pola il 25 settembre 1919.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3623)

N. 1139 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Chert » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Chert Rodolfo, figlio del fu Antonio e di Antonia Verbanaz-Pavincich, nato a Pola il 10 giugno 1906 e abitante a Pola, via Tivoli n. 14, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cherti ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Francovich Anna, di Antonio e di Maria Gruparich, nata a Gallesano (Pola) il 10 giugno 1907, ed alla figlia Nilda, nata a Pola il 9 gennaio 1926.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3624)

N. 1140 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome di « Chert » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Chert Pietro, figlio del fu Antonio e di Antonia Verbanaz-Pavincich, nato a Pola il 13 marzo 1897 e abitante a Pola, Vallelunga n. 14, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cherti ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Cicada Eufemia di Giuseppe e di Fosca Fonovich, nata a Gimino il 24 ottobre 1899, ed ai figli: Giuseppina, nata a Pola il 10 maggio 1920; Pietro, nato a Bukarest il 9 ottobre 1922 ed Egidio, nato a Bukarest il 7 novembre 1923.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3625)

N. 1075 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della

Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Cherbavaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Cherbavaz Giovanni, figlio di Antonio e di Maria Percich, nato a Passo (Bogliuno) il 10 agosto 1876 e abitante a Passo n. 16, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cherbava ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Cancianich Emilia di Giovanni e di Maria Stepancich, nata a Passo il 20 settembre 1882, ed i figli, nati a Passo: Bruno, il 7 febbraio 1908; Lidia, l'8 marzo 1910; Maria, il 10 novembre 1911; Aldo, il 22 novembre 1914.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà noticato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3626)

N. 1074 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Cherbavaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Cherbavaz Francesco, figlio del fu Antonio e della fu Maria Percich, nato a Passo (Bogliuno) il 23 marzo 1870 e abitante a Passo, n. 24, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cherbava ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche al fratello Giuseppe, nato a Passo il 16 luglio 1887.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 11 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3627)

N. 173 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Sincovich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Sincovich Antonio, figlio di Antonio e di Margherita Sincovich, nato a Momiano (Buie) l'11 gennaio 1883 e abitante a Momiano (Buie) è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Sinico ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Teresa Sincovich fu Michele e di Maria Bassa, nata a Momiano il 14 marzo 1883, ed ai figli nati a Momiano: Maria, l'8 ottobre 1903; Antonio, il 29 agosto 1906; Rosa, il 6 luglio 1908; Anna, il 20 gennaio 1910; Giorgio, il 24 marzo 1911; Margherita, il 15 aprile 1912; Celestina, il 10 giugno 1919; Giovanni, il 28 luglio 1921; Lina; il 3 marzo 1923; Elda, il 31 dicembre 1924 e Fiorentino, il 28 febbraio 1928, alla nuora Lucia Sincovich di Antonio e di Elisabetta Bibalo, moglie di Antonio Sincovich, nata a Momiano il 24 aprile 1908, ed ai nipoti, figli di Antonio Sincovich e di Lucia Sincovich nato a Momiano: Antonio, il 2 maggio 1928 ed Anita il 5 dicembre 1929.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 12 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3628)

N. 562 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Simonich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Simonich Francesco, figlio del fu Giovanni e di Caterina Podboj, nato a Portole il 4 ottobre 1899

e abitante a Portole è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Simoni ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Marina Antonaz fu Giovanni e di Lucia Sirotich, nata a Portole il 13 marzo 1904, ed alle figlie, nate a Portole: Maria, il 3 settembre 1926; Rosa, il 29 febbraio 1928.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione, secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3629)

N. 556 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Scherlich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Scherlich Giovanni, figlio del fu Antonio e della fu Elena Sema, nato a Toppolo (Portole) l'8 giugno 1867 e abitante a Portole è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Serli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Savron fu Antonio e fu Maria Perich, nata a Toppolo il 18 luglio 1870, ed al figlio Giovanni, nato a Toppolo il 12 luglio 1913.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione, secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3630)

N. 452 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Majer Giuseppe fu Antonio;

Veduti il R. decreto-legge 7 aprile 1927, n. 494 con cui sono stati estesi a tutti i territori annessi al Regno gli articoli 1 e 2 del Regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Pola e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Veduto l'art. 2 del R. decreto-legge precitato;

Decreta:

Al signor Majer Giuseppe del fu Antonio e della fu Maria Rabusin, nato a Montona addì 22 luglio 1880, residente a Pola, via Barzilai 223, di condizione carraio, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Majer in « Mariani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche alla moglie Caterina Visintin fu Giuseppe e fu Maria Zaninich, nata a Montona il 21 settembre 1886, ed al figlio Ernesto, nato a Montona il 23 gennaio 1912.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3631)

N. 358 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Muscovich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Muscovich Matteo, figlio di Antonio e di Lucia Stipancich, nato a Castelvenere (Pirano) l'11 ottobre 1878 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Musco ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Antonia Iacas fu Matteo e di Marina Ielinich, nata a Castelvenere il 26 febbraio 1881, ed ai figli nati a Castelvenere: Matteo, il 3 maggio 1903; Antonio, il 22 maggio 1908; Giovanni, il 5 dicembre 1910; Rosa, il 1° aprile 1914; Giuseppina, il 9 dicembre 1915; Maria, il 18 febbraio 1912, ed ai figli nati a Carsette: Umberto, il 4 marzo 1918; Pietro, il 3 novembre 1919.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3632)

N. 472 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Madrussan » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Madrussan Giovanni, figlio del fu Giovanni e di Antonia Mattica, nato a Gimino il 12 novembre 1889 e abitante a Gimino, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mandrussani ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Madrussan di Biagio e di Lucia Madrussan, nata a Gimino il 21 dicembre 1893, ed ai figli nati a Gimino: Giovanni, il 9 settembre 1914; Fosca, il 12 febbraio 1920; Emilia, il 27 gennaio 1921; Giuseppe, il 24 febbraio 1924; Antonio, l'11 maggio 1926; Liberato, il 23 settembre 1927, alla madre Antonia Mattica fu Matteo e fu Lucia Staver, vedova di Giovanni Madrussan, nata a Gimino il 13 giugno 1862 ed alla sorella Giovanna, nata a Gimino il 18 giugno 1894.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione, secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: Leone.

(3633)

N. 357 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Millovich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Millovich Antonio, figlio del fu Giovanni e della fu Antonia Stancich, nato a Collalto (Buie) il 9 giugno 1856 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Milli ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Anna Conciancich fu Matteo, nata a Lavua il 3 settembre 1864.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione, secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: Leone.

(3634)

N. 322 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Marussich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Marussich Matteo, figlio del fu Matteo e della fu Antonia San, nato a Sorbar (Buie) il 29 settembre 1868 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Marussi ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Antonia Vidach fu Matteo e fu Maria Marussich, nata a Sorbar il 17 aprile 1877, ed ai figli nati a Sorbar: Rodolfo, il 13 settembre 1904; Giuseppe, il 28 marzo 1907; Celestina, l'8 aprile 1914, alla nuora Concetta Marussich di Matteo e di Maria Sopich, moglie di Rodolfo Marussich, nata a Sorbar il 9 aprile 1906, ed al nipote Giovanni, figlio di Rodolfo Marussich e di Concetta Marussich, nato a Sorbar il 1° giugno 1928.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: Leone.

(3635)

N. 295 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che i cognomi « Marussich » e « Ferfuja » sono di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge devono riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della signora Marussich Caterina ved. di Giacomo, figlia del fu Matteo Ferfuja e della fu Caterina Sincovich, nata a Sorbar (Buie) il 9 novembre 1880 e abitante a Buie, sono restituiti, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Marussi » e « Ferfoglia » (Marussi vedova Caterina nata Ferfoglia).

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana di « Marussi » anche alla figlia Letizia, nata a Momiano (Buie) il 10 agosto 1909.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3636)

N. 318 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Marussich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata:

Decreta:

Il cognome del sig. Marussich Antonio, figlio del fu Antonio e della fu Caterina Giurgiovich, nato a Sorbar (Buie) il 10 marzo 1874 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Marussi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche al fratello Giovanni, nato a Sorbar il 9 marzo 1886, alla cognata Margherita Giurgiovich di Antonio e di Maria Sain, moglie di Giovanni Marussich, nata a Sorbar il 1° marzo 1891 ed ai nipoti, figli di Giovanni Marussich e di Margherita Giurgiovich, nati a Sorbar: Celestino, il 26 settembre 1912; Aurelio, il 3 aprile 1914; Virgilio, il 21 agosto 1919.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3637)

N. 311 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Martincich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata:

Decreta:

Il cognome del sig. Martincich Antonio, figlio del fu Giovanni e della fu Maria Tomizza, nato a Carsette (Buie) il 15 giugno 1859 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Martini ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Caterina Petretich fu Giovanni e fu Maria Zacchigna, nata a Carsette il 23 ottobre 1865.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3638)

N. 332 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Micalich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata:

Decreta:

Il cognome del sig. Micalich Germano, figlio di Francesco e della fu Maria Dubaz, nato a Castelvenere (Pirano) il 21 aprile 1898 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Micali ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Lucia Danielis di Giovanni e di Lucia Gellecich, nata a Momiano (Buie) il 23 agosto 1905, ed ai figli: Bruno, nato a Momiano, il 2 dicembre 1926; Rosita, nata a Castelvenere il 25 giugno 1925.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3639)

N. 341 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Milos » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata:

Decreta:

Il cognome del sig. Milos Antonio, figlio del fu Antonio e di Apollonia Progara, nato a Buie il 22 maggio 1890 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge nella forma italiana di « Milossa ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Antonia Dambrosi di Giacomo e di Maria Antonini, nata a Buie l'11 febbraio 1894, ed ai figli, nati a Buie: Maria, il 7 agosto 1922; Antonio, il 21 gennaio 1926.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3640)

N. 342 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Milos » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata:

Decreta:

Il cognome del sig. Milos Antonio, figlio del fu Giovanni Battista e di Elisabetta Casseler, nato a Buie il 16 maggio 1872 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Milossa ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Pasqua Zattin di Giorgio e di Maddalena Bonotti, nata a Buie il 5 aprile 1887, ed ai figli nati a Buie: Antonio, il 21 settembre 1906; Pietro, il 23 aprile 1913, alla nuora Zaira Monica di Giovanni e di Antonia Bonetti, moglie di Antonio Milos, nata a Buie, il 10 marzo 1908, ed alla nipote Maria, figlia di Antonio Milos e di Zaira Monica, nata a Buie il 14 febbraio 1928.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3641)

N. 470 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Madrussan » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Madrussan Martino, figlio del fu Marino e della fu Maria Hrelia, nato a Gimino il 30 gennaio 1856 e abitante a Gimino, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Madrussani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Cossich fu Giovanni e fu Maria Rovis, nata a Gimino il 30 gennaio 1856, ed al figlio Giuseppe, nato a Gimino il 1° aprile 1890, alla nuora Marianna Tomissich di Giacomo e di Marianna Zaccaria, moglie di Giuseppe Madrussan, nata a Gimino il 23 aprile 1891, ed ai nipoti, figli di Giuseppe Madrussan e di Marianna Tomissich, nati a Gimino: Rosa, il 3 novembre 1912; Fosca, il 21 gennaio 1915; Marianna, il 21 gennaio 1915 (gemelle); Giuseppe, il 15 gennaio 1921; Giuseppina, il 6 settembre 1924; Daniele, il 26 luglio 1927.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3642)

N. 471 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Madrussan » è di origine italiana e che in forza del'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della signorina Madrussan Caterina, figlia del fu Giovanni e della fu Fosca Cergna, nata a Gimino il 18 novembre 1914 e abitante a Gimino, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Madrussani ».

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione, secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3643)

N. 473 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Madrussan » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Madrussan Giovanni, figlio del fu Giovanni e della fu Giovanna Mattica, nato a Gimino il 9 dicembre 1890 e abitante a Gimino, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Madrussani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Marianna Hrelia fu Giovanni e di Maria Cressina, nata a Gimino il 2 ottobre 1897, ed ai figli nati a Gimino: Romano, il 22 maggio 1922; Giovanni, il 4 ottobre 1924 e Valentino, il 14 febbraio 1927.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione, secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3644)

N. 474 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che i cognomi « Madrussan » e « Mattica » sono di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge devono riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

I cognomi della signora Madrussan Giovanna vedova di Giovanni, figlia del fu Antonio Mattica e della fu Caterina Curet, nata a Gimino il 15 giugno 1861 e abitante a Gimino, sono restituiti, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Madrussani » e « Matticchio » (Madrussani ved. Giovanna nata Matticchio).

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana di « Madrussani » anche ai figli nati a Gimino: Giuseppe, il 24 novembre 1897 e Matteo, il 7 febbraio 1901; alla nuora Maria Hrelia fu Giovanni e di Maria Cressina, moglie di Giuseppe Madrussan, nata a Gimino il 19 marzo 1908; alla nuora Lucia Boliuncich di Giovanni e fu Maria Mattica, nata a Gimino il 12 dicembre 1905, moglie di Matteo Madrussan ed al nipote Liberato, figlio di Giuseppe Madrussan e di Maria Hrelia, nato a Gimino il 7 febbraio 1931.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione, secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3645)

N. 321 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Marussich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Marussich Giovanni, figlio del fu Giovanni e della fu Elena Sain, nato a Sorbar (Buie) il 19 aprile 1878 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Marussi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Lina Marussich fu Antonio e di Antonia Vesnaver, nata a Sorbar il 19 luglio 1878, ed ai figli nati a Sorbar: Stefano, il 30 aprile 1906; Servolo, il 22 aprile 1910; Teresa, il 4 novembre 1913; Giovanna, il 13 settembre 1917 e Ferdinando, il 12 giugno 1920, ed alla nuora Maria Marussich di Antonio e di Maria Giurgiovich, moglie di Stefano Marussich, nata a Sorbar il 25 agosto 1907.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione, secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3646)

N. 316 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Marussich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Marussich Antonio, figlio del fu Matteo e della fu Caterina Sincovich, nato a Sorbar (Buie) il 28 aprile 1875 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Marussi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Giurgiovich fu Antonio e fu Lucia Giurgiovich, nata a Sorbar il 9 maggio 1881, ed ai figli nati a Sorbar: Antonio, il 30 settembre 1909; Teresa, il 9 novembre 1911; Emilio, il 1° maggio 1915.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3647)

N. 320 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Marussich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Marussich Giovanni, figlio del fu Giovanni e di Lucia Dobrillovich, nato a Sorbar (Buie) il 18 luglio 1873 e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Marussi ».

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3648)

N. 475 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Madrussan » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Madrussan Biagio, figlio del fu Antonio e della fu Fosca Suffich, nato a Gimino il 3 febbraio 1859 e abitante a Gimino, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Madrussani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Lucia Madrussan fu Matteo e fu Bortola Suffich, nata a Gimino il 13 dicembre 1863, alla figlia Caterina, nata a Gimino il 25 maggio 1902, al genero Pietro Madrussan di Giovanni e di Antonia Mattica, marito di Caterina Madrussan, nato a Gimino il 21 giugno 1901, ed al nipote Romano, figlio di Pietro Madrussan e di Caterina Madrussan nato a Gimino l'11 febbraio 1923.

Il presente decreto a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3649)

N. 477 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Madrussan » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della signora Madrussan Maria, figlia di Bortolo e della fu Maria Crisanaz, nata a Gimino il 9 maggio 1904 e abitante a Gimino, è restituito a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Madrussani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche al figlio illeg. Francesco, nato a Gimino il 2 gennaio 1927.

Il presente decreto a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3650)

N. 476 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Madrussan » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Madrussan Antonio figlio del fu Giuseppe e della fu Fosca Iurcotta, nato a Gimino il 7 giugno 1871, e abitante a Gimino, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Madrussani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Tancovich fu Simone e fu Fosca Pamich, nata a Gimino l'8 maggio 1876 ed ai figli nati a Gimino: Giovanni, il 17 dicembre 1904, Marianna, il 26 febbraio 1907, Francesco, il 15 aprile 1910, Maria, il 7 febbraio 1913 ed Antonia, il 13 giugno 1916.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3651)

N. 323 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Marussich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreo-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Marussich Matteo figlio del fu Matteo e di Caterina Sincovich, nato a Sorbar (Buie) il 2 novembre 1869, e abitante a Buie, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Marussi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Sepich di Matteo e di Lucia Giurgiovich, nata a Sorbar il 22 aprile 1877, ed ai figli nati a Sorbar: Guerrino, il 29 settembre 1899, Renato, il 25 novembre 1902, Mario, il 14 marzo 1909, Giovanna, il 2 ottobre 1911, ed Emilio, il 4 maggio 1914.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3652)

N. 354 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che i cognomi « Milos » e « Opatich » sono di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge devono riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

I cognomi della signora Milos Antonia vedova di Bartolo, figlia del fu Antonio Opatich e della fu Maria Bassanese, nata a Tribano (Buie) il 14 aprile 1855, e abitante a Tribano (Buie), sono restituiti, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Milossa » e « Opatti » (Milossa vedova Antonia nata Opatti).

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana di « Milossa » anche ai figli nati a Tribano: Giovanni, il 6 dicembre 1879 e Rodolfo, il 22 luglio 1885; alla nuora Caterina Sincovich fu Michele e di Maria Bassa, moglie di Rodolfo Milos, nata a Tribano il 26 maggio 1889; ai nipoti, figli di Rodolfo Milos e di Caterina Sincovich, nati a Tribano: Rodolfo, il 19 luglio 1910, ed Ernesto, il 23 aprile 1913, nonchè ai nipoti, figli di Giovanni Milos e della fu Lucia Sincovich, nati a Tribano, Valeria, l'11 giugno 1910 e Onorio, il 18 novembre 1913.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3653)

N. 570 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Marsich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Marsich Matteo, figlio del fu Antonio e della fu Maria Stipancich, nato a Castelvenere (Pirano) il 2 maggio 1861 e abitante a Castelvenere (Pirano), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Marsi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Voch fu Antonio e fu Maria Crastich, nata a Castelvenere, il 12 febbraio 1870, ed ai figli nati a Castelvenere: Giuseppe, il 20 febbraio 1906 e Antonio, il 16 dicembre 1899; alla nuora Maria Giurgevich fu Giuseppe e fu Lucia Radanich, moglie di Antonio Marsich, nata a Castelvenere l'11 settembre 1901, e ai nipoti, figli di Antonio Marsich e di Maria Giurgevich, nati a Castelvenere; Maria, il 13 aprile 1922, Giovanni, il 1° dicembre 1923 e Giuseppe, il 4 giugno 1926.

Il presente decreto a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(3654)

N. 569 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Maurovich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Maurovich Giuseppe, figlio del fu Pietro e della fu Maria Pernich, nato a Castelvenere (Pirano) il 28 giugno 1878, e abitante a Castelvenere (Pirano), è restituito, a tutti gli effeti di legge, nella forma italiana di « Mauro ».

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3655)

N. 568 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Marchesich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Marchesich Michele, figlio del fu Giacomo e della fu Marina Sincovich, nato a Castelvenere (Pirano) il 27 settembre 1855, e abitante a Castelvenere (Pirano), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Marchesi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Klai fu Silvestro e fu Domenica Rauss, nata a Rozzo il 4 ottobre 1864, e al fratello Giacomo, nato a Castelvenere (Pirano) il 21 ottobre 1851.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3656)

N. 551 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Milicich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Milicich Giovanni, figlio del fu Marino e della fu Domenica Drusetich, nato a Gimino il 26 aprile 1846 e abitante a Gimino, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Milli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Lucia Debeliuch fu Antonio e fu Michelina Bancich, nata a Gimino il 23 novembre 1849, ed alla figlia Maria, nata a Gimino, il 22 marzo 1889; alla nuora Marianna Debeliuch di Biagio e della fu Pasqua Madrussan, ved. di Giovanni Milicich, nata a Gimino il 25 marzo 1888, ed ai nipoti, figli del fu Giovanni Milicich e di Marianna Debeliuch, nati a Gimino: Caterina, il 6 novembre 1910, Fosca, il 31 luglio 1912, Giuseppe, il 7 novembre 1913 ed Anna, il 16 novembre 1914.

Il presente decreto a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3657)

N. 1165 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Chervatin » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Chervatin Matteo, figlio del fu Stefano e della fu Dochtur Mattea, nato a Caschierga (Villa Padova) il 22 novembre 1877 e abitante a Pola, via Lacea n. 9, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Crevatin ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla figlia Natalia, nata a Pola, dall'or defunta Uicich Giuseppina, il 24 dicembre 1912.

Il presente decreto a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 14 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3658)

N. 1136 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Chervatin », è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Chervatin Giacomo, figlio di Matteo e della fu Hervatin Antonia, nato a S. Lucia di Albona il 14 luglio 1862 e abitante a Pola, via Bizantini n. 7, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Crevatin ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Bassich Francesca fu Antonio e fu Lucia Lovlianca, nata a Ceretto (Pisino) il 24 agosto 1854.

Il presente decreto a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 14 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3659)

N. 1166 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Chervatin » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Chervatin Giovanni, figlio del fu Matteo e della fu Antonia Martincicli, nato a S. Lorenzo di Albona l'8 gennaio 1858 e abitante a Pola, via Francesco Patrizio, n. 29, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Crevatin ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche al figlio Pietro, nato a Pola dall'or defunta Kralich Maria, il 16 settembre 1890.

Il presente decreto a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 14 marzo 1931 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(3660)

N. 1185 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto:

Ritenuto che il cognome « Chius » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Chius Giuseppe, figlio del fu Antonio e della fu Francesca Glavich, nato a Pola il 16 novembre 1901 e abitante a Pola, via Lepanto, n. 45, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Chiussi ».

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 14 marzo 1931 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(3661)

N. 1145 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Cherbavaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Cheravaz Antonio, figlio del fu Antonio e della fu Maria Pauletich, nato a Rozzo il 31 agosto 1891 e abitante a Pola, via Zaro n. 13, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cherbava ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Covacich Francesca di Giovanni e di Domenica Barbalich, nata a Pola il 9 novembre 1893, ed ai figli: Antonia, nata a Pola il 20 ottobre 1913; Basilio, nato a Boscanova il 5 novembre 1915; Silvio, nato a Pola il 13 dicembre 1919; Gemma, nata a Pola il 21 gennaio 1922; Eugenio, nato a Pola il 4 luglio 1923.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 14 marzo 1931 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(3662)

N. 1144 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto:

Ritenuto che il cognome « Cherbavaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome della sig.na Cherbavaz Maria, figlia del fu Antonio e della fu Maria Pauletich, nata a Rozza il 2 agosto 1885 e abitante a Pola, via Lacea n. 4, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cherbava ».

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 14 marzo 1931 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(3663)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Scambio di note tra l'Italia e la Lettonia concernente la Convenzione consolare dell'11 maggio 1932.

Addì 14 settembre 1933 si è proceduto in Riga, tra il Regio Ministro in quella Capitale e il Ministro degli affari esteri di Lettonia, ad uno scambio di Note in virtù del quale sono state inserite nei due testi originali della Convenzione consolare italo-lettone dell'11 maggio 1932 e precisamente nel comma 4 dell'art. 29 fra le parole: « sauveteurs étrangers » e le parole « pour l'entrée, etc. » le seguenti parole mancanti: « à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer ».

L'articolo così completato risulta come appresso:

« Art. 29. — Lorsqu'un navire battant le pavillon d'une des deux Hautes Parties Contractantes fera naufrage ou échouera sur les côtes du territoire de l'autre Haute Partie Contractante, les autorités loca-

les devront porter le fait à la connaissance du consul général, consul et vice-consul.

« En l'absence et jusqu'à l'arrivée du fonctionnaire consulaire où de la personne qu'il déléguérait à cet effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

« Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'une des Hautes Parties Contractantes qui feraient naufrage ou échoueraient sur les côtes du territoire de l'autre Partie Contractante, seront dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls du Pays dont le navire bat le pavillon.

« L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister les fonctionnaires consulaires ou leurs délégués, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées et pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

« L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de droits d'aucune espèce, hors de ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

« Les marchandises et les effets sauvés ne seront soumis au payement d'aucun droit de douane à moins qu'ils ne soient destinés à la consommation intérieure ».

(5948)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per tramutamento di titoli del consolidato 5 per cento.

(3ª *pubblicazione*). Avviso n. 365.

È stato chiesto il tramutamento in titoli al portatore del certificato n. 177345 consolidato 5 per cento di L. 250 intestato a Savoretti Giulio fu Giovanni domiciliato ad Azeglio (Torino)

Essendo detto certificato mancante del mezzo foglio di compartimenti semestrali si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso sulla *Gazzetta Ufficiale* del Regno, senza che siano state notificate opposizioni, si provvederà alla chiesta operazione ai sensi dell'art. 169 del vigente regolamento sul debito pubblico approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298.

Roma, 31 maggio 1933 - Anno XI

Il direttore generale: CIARROCCA.

(2209)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(2ª *pubblicazione*).

Diffida per smarrimento di certificati provvisori del Prestito del Littorio.

In applicazione dell'art. 5 del decreto Ministeriale 15 novembre 1926, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno in pari data, ed in relazione agli articoli 15 e seguenti del R. decreto 8 giugno 1913, n. 700, si notifica che è stato denunziato lo smarrimento dei sottoindicati certificati provvisori del Prestito del Littorio.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 4 — Numero del certificato provvisorio: 24110 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 2 febbraio 1927 — Ufficio di emissione: Forlì — Intestazione: Sapignoli Ottavio fu Filippo, domiciliato a Poggio Berni (Forlì) — Capitale: L. 500.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 5 — Numero del certificato provvisorio: 5212 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 20 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Viterbo — Intestazione: Braccioni Attilio di Riccardo, domiciliato a Grotte Santo Stefano (Viterbo) — Capitale: L. 500.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 6 — Numero del certificato provvisorio: 12145 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 5 febbraio 1927 — Ufficio di emissione: Chieti — Intestazione: Marcello Maria fu Domenico, vedova Valerio, domiciliata a Casoli (Chieti) — Capitale: L. 500.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 9 — Numero del certificato provvisorio: 1548 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 29 dicembre 1926 — Ufficio di emissione: Messina — Intestazione: Castrovinci Nunzio fu Lorenzo, da Frazzanò (Messina) — Capitale: L. 500.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 12 — Numero del certificato provvisorio: 6438 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 18 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Rovigo — Intestazione: Marangoni Pietro fu Giovanni, domiciliato a Pincara — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 14 — Numero del certificato provvisorio: 11617 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 21 dicembre 1927 — Ufficio di emissione: Palermo — Intestazione: Salvia Leonardo fu Salvatore, domiciliato a Partinico — Capitale: L. 100

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 15 — Numero del certificato provvisorio: 20229 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: Omessa — Ufficio di emissione: Alessandria — Intestazione: Faudella Giovanni di Luigi, domiciliato a Castelboglione — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 16 — Numero del certificato provvisorio: 20228 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 27 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Alessandria — Intestazione: Faudella Luigi fu Giovanni, domiciliato a Castelboglione — Capitale: L. 100

Si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, senza che siano state notificate opposizioni a chi ha denunziato lo smarrimento dei suddetti certificati provvisori, e sia stato depositato il relativo atto di notifica presso questa Direzione generale, nonchè « se l'opponente ne fosse in possesso » i certificati provvisori denunziati smarriti, si provvederà per la consegna a chi di ragione dei titoli definitivi del Prestito del Littorio corrispondenti ai certificati di cui trattasi.

Roma, addì 31 luglio 1933 Anno XI

p. *Il direttore generale*: POTENZA.

(5377)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(3ª *pubblicazione*).

Diffida per smarrimento di certificati provvisori del Prestito del Littorio.

In applicazione dell'art. 5 del decreto Ministeriale 15 novembre 1926, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno in pari data, ed in relazione agli articoli 15 e seguenti del R. decreto 8 giugno 1913, n. 700, si notifica che è stato denunziato lo smarrimento dei sotto indicati certificati provvisori del Prestito del Littorio.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 341 — Numero del certificato provvisorio: 2006 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 27 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Alessandria — Intestazione: Giglio Pietro fu Paolo, domic. a Casalnoceto (Alessandria) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 342 — Numero del certificato provvisorio: 29214 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 25 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Udine — Intestazione: Comune di Sturie delle Fusine, ora frazione del comune di Aidussina — Capitale: L. 3400.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 347 — Numero del certificato provvisorio: 15384 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 19 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Forlì — Intestazione: Severi Alfredo di Di Alderito, domic. a Gambettola (Forlì) — Capitale: L. 1100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 348 — Numero del certificato provvisorio: 1753 — Consolidato: 5 % — Data di emissione: 31 dicembre 1926 — Ufficio di emissione: Pesaro — Intestazione: Pagnini Umberto di Ugo, domic. a Pesaro — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 349 — Numero del certificato provvisorio: 4632 — Consolidato 5 % — Data di emis-

sione: 8 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Palermo — Intestazione: Cusumano Giuseppe fu Nicolò, domic. a Cinisi (Palermo) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 350 — Numero del certificato provvisorio: 6024 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 4 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Udine — Intestazione: Florian Dn. Alberto, domic. a Cordenons (Udine) — Capitale: L. 300.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 350-*bis* — Numero del certificato provvisorio: 16573 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 18 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Udine — Intestazione: Degano Attilio di Antonio, domic. a Villacaccia (Udine) — Capitale: L. 200.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 351 — Numero del certificato provvisorio: 20571 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 22 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Avellino — Intestazione: Giovanniello Rocco di Michele, domic. ad Anzano di Puglia (Foggia) — Capitale: L. 200.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 352 — Numero del certificato provvisorio: 3666 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 3 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Rovigo — Intestazione: Giuriola Gaetano fu Domenico, domic. a Costa di Rovigo — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 353 — Numero del certificato provvisorio: 23943 — Consolidato 5 % — Data di emissione: omessa — Ufficio di emissione: Pisa — Intestazione: Chini Giovacchino fu Vincenzo, domic. a Cigoli, frazione di S. Miniato (Pisa) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 354 — Numero del certificato provvisorio: 9045 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 19 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Potenza — Intestazione: Chiarella Vincenzo di Michele-Antonio, domic. a Palazzo San Gervasio (Potenza) — Capitale: L. 600.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 355 — Numero del certificato provvisorio: 3478 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 15 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Grosseto — Intestazione: Maccherini Pietro, domic. a Monticello Amiata (Grosseto) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 356 — Numero del certificato provvisorio: 10484 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 22 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Messina — Intestazione: Timpanaro Maria fu Sebastiano, domic. a Tortorici (Messina) — Capitale: L. 500.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 357 — Numero del certificato provvisorio: 27021 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 22 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Udine — Intestazione: Volpatti Maria di Giuseppe, domic. a San Giorgio della Richinvelda (Udine) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 358 — Numero del certificato provvisorio: 25079 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 31 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Venezia — Intestazione: Salvagno Teresa fu Pietro, moglie di Ardizzon Felice, domiciliato a Chioggia (Venezia) — Capitale: L. 500.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 360 — Numero del certificato provvisorio: 11187 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 18 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Avellino — Intestazione: Cammisa Carlo fu Carmine, domic. in Avella (Avellino) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 361 — Numero del certificato provvisorio: 1401 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 23 dicembre 1926 — Ufficio di emissione: Grosseto — Intestazione: Bianchini Adalino di Davide, domic. a Magliano Toscana (Grosseto) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 362 — Numero del certificato provvisorio: 11865 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 21 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Pesaro — Intestazione: Fattori Abramo di Antonio, domic. a Bascio di Pennabilli (Pesaro) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 363 — Numero del certificato provvisorio: 7277 — Consolidato 5 % — Data di emissione 10 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Venezia — Intestazione: Barburotto Girolamo di Antonio, domic. a San Michele del Quarto (Venezia) — Capitale: L. 200.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 366 — Numero del certificato provvisorio: 19526 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 8 febbraio 1927 — Ufficio di emissione: Napoli — Intestazione: Luciano Simone fu Giuseppandrea, domic. a Cancello Arnone (Napoli) — Capitale: L. 1000.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 367 — Numero del certificato provvisorio: 4326 — Consolidato 5 % — Data di emissione: omessa — Ufficio di emissione: Palermo — Intestazione: Di Stefano Gennaro fu Onofrio, domic. a Palermo — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 368 — Numero del certificato provvisorio: 10222 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 14 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Reggio Emilia — Intestazione: Giovanelli Flavio di Attilio, domic. a Castelnuovo-monti (Reggio Emilia) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 368 — Numero del certificato provvisorio: 10223 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 14 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Reggio Emilia — Intestazione: Giovanelli Lino di Attilio, domic. come la precedente — Capitale: L. 100.

Si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, senza che siano state notificate opposizioni a chi ha denunziato lo smarrimento dei suddetti certificati provvisori, e sia stato depositato il relativo atto di notifica presso questa Direzione generale, nonchè « se l'opponente ne fosse in possesso » i certificati provvisori denunziati smarriti, si provvederà per la consegna a chi di ragione dei titoli definitivi del Prestito del Littorio corrispondenti ai certificati di cui trattasi.

Roma, 31 maggio 1933 - Anno XI

Il direttore generale: CIARROCCA.

(2188)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIV. I - PORTAFOGLIO

N. 20[illegible]

Media dei cambi e delle rendite

del 7 ottobre 1933 - Anno XI

Stati Uniti America (Dollaro)	12.46
Inghilterra (Sterlina)	58.90
Francia (Franco)	74.50
Svizzera (Franco)	369.25
Albania (Franco)	—
Argentina (Peso oro)	—
Id. (Peso carta)	4 —
Austria (Shilling)	—
Belgio (Belga)	2.662
Brasile (Milreis)	—
Bulgaria (Leva)	—
Canadà (Dollaro)	12.15
Cecoslovacchia (Corona)	56.65
Cile (Peso)	—
Danimarca (Corona)	2.63
Egitto (Lira egiziana)	[illegible]
Germania (Reichsmark)	4.557
Grecia (Dracma)	—
Jugoslavia (Dinaro)	—
Norvegia (Corona)	2.95
Olanda (Fiorino)	7.705
Polonia (Zloty)	213 —
Rumenia (Leu)	—
Spagna (Peseta)	159.50
Svezia (Corona)	3.045
Turchia (Lira turca)	—
Ungheria (Pengo)	—
U. R. S. S. (Cervonetz)	—
Uruguay (Peso)	—
Rendita 3,50 % (1906)	90.75
Id. 3,50 % (1902)	87.275
Id. 3 % lordo	61.50
Consolidato 5 %	95.275
Buoni novennali. Scadenza 1934	101.40
Id. id. id. 1940	104.70
Id. id. id. 1941	104.725
Obbligazioni Venezie 3,50 %	93.30

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(3ª *pubblicazione*).

Diffida per smarrimento di certificati di rendita nominativa.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 17 luglio 1910, n. 536 e 75 del regolamento generale, approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298:
Si notifica che ai termini dell'art. 73 del citato regolamento fu denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sottodesignate rendite e fatta domanda a questa amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, ne vengano rilasciati i nuovi.
Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse che sei mesi dopo la prima delle prescritte tre pubblicazioni del presente avviso sulla *Gazzetta Ufficiale* si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni notificate a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

CATEGORIA del debito	NUMERO di iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
3.50 % Mista	3822	Jannucci Nicola fu Vincenzo, domic. a Campobasso . . . L.	140 —
Cons. 5 %	217906	Barbato Maria di Alfonso, moglie di Danza Girolamo, domic. a S. Agata di Puglia (Foggia) - vincolata . . . . . . »	1.320 —
»	350306	Ferrara Gaspare fu Francesco, domic. in Alcamo (Trapani) - ipotecata . . . . »	80 —
3.50 %	531213	Riva Jone fu Zaccaria, moglie di Bollati Giuseppe di Francesco, domic. a Milano - vincolata . . . . »	332,50
Cons. 5 %	454628 Solo certificato di usufrutto	per l'usufrutto: Galleffi Enrico fu Pier Francesco, domic. a Firenze . . . . » per la proprietà: Galleffi Italo di Enrico, minore sotto la p. p. del padre, domic. a Firenze.	300 —
3.50 %	658711	Lamberti Caterina di Gaudenzio, vedova di Aprosio Giuseppe, domic. a Vallecrosia (Pisa) . . . . »	87,50
»	673330 Solo certificato di nuda proprietà	per la proprietà: Artesi Giuseppe, Francesca, vedova di Colli Natale, Alfonso e Salvatore del fu Giovambattista, eredi indivisi, domic. a Niscemi (Caltanissetta) . . . . . » per l'usufrutto: Artesi Domenica fu Giambattista.	350 —
»	653957	Gillio Maria di Ferdinando, nubile, domic. in Ivrea (Torino) . »	420 —
Cons. 5 %	153671	Mazzucco Domenico fu Evasio, domic. a Casale Monferrato (Alessandria) - vincolata . . . . »	60 —
»	307779	Saisi Raffaella fu Giovacchino, minore sotto la p. p. della madre Da Prato Costanza, vedova Saisi, domic. a Gallicano (Massa Carrara) . . . . »	30 —
3.50 %	328847	Pessina Rosa fu Bartolomeo, ved. di Borgarelli Alessandro, domic. in Alessandria - vincolata . . . . »	234,50
»	802323 Solo certificato di usufrutto	per l'usufrutto: Fusco Matilde fu Vincenzo, vedova di Bartoli Enrico . . . . » per la proprietà: Santoro Giulia di Antonio, moglie di Barile Giovanni di Emilio, domic. a Tricarico (Potenza).	315 —
»	479512	Del Pennino Antonio fu Giuseppe, domic. a Caserta - vincolata. »	105 —
Prestito Naz. 5 %	36075	Barisone Giuseppe fu Domenico - ipotecata . . . . . »	600 —
Cons. 5 %	272107 Solo certificato di nuda proprietà	per la proprietà: Comune di Deliceto (Foggia) . . . . . . » per l'usufrutto: Varo Giuseppina fu Michele, nubile, domic. a Deliceto (Foggia).	1.245 —

Roma, 31 maggio 1933 - Anno XI

Il direttore generale: CIARROCCA.

(2189)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(1ª *pubblicazione*).

Diffida per smarrimento di certificati di rendita nominativa.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con il R. decreto 17 luglio 1910, n. 536, e 75 del regolamento generale approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298.

Si notifica che ai termini dell'art. 73 del citato regolamento fu denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sottodesignate rendite e fatta domanda a questa Amministrazione affinchè previe le formalità prescritte dalla legge, ne vengano rilasciati i nuovi. Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che sei mesi dopo la prima delle prescritte tre pubblicazioni del presente avviso sulla *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni notificate a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

CATEGORIA del debito	NUMERO delle iscrizioni	INTESTAZIONI DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
3.50 %	606711 Solo certificato di nuda proprietà	per la proprietà: Monti Luigia fu Giuseppe, moglie di Tonietti Giuseppe, domic. a Portoferraio (Livorno) . . . . . L. per l'usufrutto: Molinari Benedetta fu Domenico, ved. di Giuseppe Monti.	2681 —
Cons. 5 %	117186	Gianquitto Carmela fu Michelangelo, moglie di Aloia Francesco fu Vincenzo, domic. a Colletorto (Campobasso) vincolata . »	155 —
3.50 % (1902)	10100	Congrega di S. Maria dell'Umiltà dei cento RR. Sacerdoti ed altrettanti Signori Benefattori per la Confidenza Carella in Napoli . . . . »	35 —
»	19031	Venerabile Congregazione di S. Maria dell'Umiltà dei Cento RR. Sacerdoti ed altrettanti signori Benefattori per la Confidenza Carella in Napoli, erede ed amministratrice del fu Domenico Carella in Napoli . . . . »	66.50
»	19529	Venerabile Congrega di S. Maria dell'Umiltà dei cento RR. sacerdoti ed altrettanti signori Benefattori di Napoli . . . . »	1851.50
»	20103	Congrega di S. Maria dell'Umiltà dei cento RR. Sacerdoti ed altrettanti signori Benefattori per la Confidenza Carella in Napoli . . . . »	77 —
»	20329	Intestata come la precedente, sede Croce di Lucca . . . . »	10.50
4.50 %	20797	Congrega di S. Maria dell'Umiltà dei cento RR. Sacerdoti ed altrettanti Signori Benefattori per la Confidenza Carella in Napoli, rappresentata dal superiore pretempore in Napoli. »	1011 —
3.50 %	514150	Esposito Raimondo fu Nicola, minore sotto la p. p. della madre Schiano di Cola Maria, domic. a Procida (Napoli) . . . . »	59.50
»	606480	Congrega della SS. Concezione di Ripacandida in Basilicata, rappresentata dal priore pro-tempore (Potenza) . . . . »	7 —
Cons. 5 %	203171 Solo certificato di usufrutto	per l'usufrutto: Colombi Augusta fu Giuseppe, nubile, domic. a Pisa . . . . » per la proprietà: Vernaccini Giuseppe fu Augusto, domiciliato a Pisa .	220 —
»	9100	Fara Giuseppe fu Antonio, domic. a Ferrara - vincolata . . . . »	25 —
»	402599 Solo certificato di nuda proprietà	per la proprietà: Prestigiacomo Giulio fu Giovanni Battista, minore sotto la p. p. della madre Riccobono Domenica fu Francesco, ved. di Prestigiacomo Giovanni Battista, domic. a S. Giuseppe Jato (Palermo) . . . . » per l'usufrutto: Riccobono Domenica fu Francesco, ved. di Prestigiacomo Giovanni Battista, domic. a S. Giuseppe Jato (Palermo).	75 —

CATEGORIA del debito	NUMERO delle iscrizioni	INTESTAZIONI DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
Cons. 5 %	356251	Ghirardelli Alfredo di Pietro, minore sotto la p. p. del padre, domic. a Bergamo . . . . L.	199 —
»	301117	Chiesa della Cappellania di S. Anna in Certosa Karthaus in Schnals (V.T.) - vincolata . . . . »	5 —
»	301118	Congregazione per le sante anime di Certosa Karthaus in Schnals (V.T.). . . . . »	60 —
3.50 %	507753	Società di Mutuo Soccorso fra gli Agricoltori, Artisti ed Operai di Valmadonna (Alessandria) fondo per gli inabili al lavoro e vecchiaia dei soci . . . . »	80.50
»	399699 Solo certificato di nuda propriet.	per la proprietà: Perrone di San Martino Ferdinando, Maria, Margherita fu Roberto, le due ultime minori sotto la p. p. della madre Castelnovo delle Lanze Giulia-Alessandrina, ved. Perrone di San Martino, quali eredi indivisi del fu Roberto di San Martino, domic. a Torino . . . . . » per l'usufrutto: Castelnovo delle Lanze Giulia-Alessandrina fu Enrico, ved. Perrone di San Martino Roberto, domic. a Torino.	378 —
Cons. 5 %	159154	Pavone Guido di Spiridione, minore sotto la p. p. del padre, domic. a Canosa di Puglia (Bari) . . . . »	110 —
»	479548 Solo certificato di usufrutto	per l'usufrutto: Di Giovanni Nicolò fu Francesco, domic. a Palermo . . . . » per la proprietà: Di Giovanni Francesco di Nicolò, minore sotto la p. p. del padre, domic. a Palermo.	25 —
»	479549 Solo certificato di usufrutto	per l'usufrutto: Di Giovanni Nicolò fu Francesco, domic. a Palermo . . . . » per la proprietà: Di Giovanni Maria di Nicolò, minore sotto la p. p., del padre, domic. a Palermo.	25 —
3.50 %	159515	Prebenda Parrocchiale di S. Giorgio in Chieve (Cremona) rappresentata dallo investito pro-tempore . . . . . . »	45.50
Cons. 5 %	168391	Balduzzi Giuseppina fu Francesco, moglie di Scacchetti Giuseppe, domic. a Castelnuovo Scrivia (Alessandria) . . . . . »	675 —
Prest. Naz. 5 %	32583	Intestata come la precedente . . . . »	75 —
3.50 %	780995	Intestata come la precedente . . . . »	175 —
Cons. 5 %	152374	Farinelli Edoardo di Antonio, domic. a Verni, comune di Gallicano (Lucca) - vincolata . . . . »	25 —
»	365451	Arlandi Giuseppina di Paolo, ved. Ponzano, domic. in Alessandria - ipotecata . . . . »	100 —

Roma, 30 settembre 1933 - Anno XI

Il direttore generale: CIARROCCA.

(5930)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(2ª *pubblicazione*). **Rettifiche d'intestazione** Elenco N. 12.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentrechè dovevano invece intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse.

DEBITO 1	NUMERO di iscrizione 2	AMMONTARE della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Cons. 5 %	187302	70 —	Bossi Teresa fu *Ettore* minore sotto la p. p. della madre Soresini Enrichetta di Carlo, ved. Bossi, dom. a Cornegliano Laudense (Milano).	Bossi Teresa fu *Pietro* minore ecc. come contro.
»	342376	80 —	Dolce *Rosaria* fu Francescopaolo, minore sotto la p. p. della madre Castagna Santa, ved. di Dolce Francescopaolo, dom. a Tusa (Messina).	Dolce *Rosario* fu Francescopaolo, minore ecc. come contro.
3,50 %	218027	115,50	Casano *Marianna* fu Giuseppe, moglie di Russo Onofrio fu Domenico, dom. a Palermo, vincolata.	Casano *Anna* fu Giuseppe, ecc. come contro.
Cons. 5 %	486377	30 —	Comello *Linda* fu Cipriano, nubile, dom. a Mongrando (Vercelli) vincolata.	Comello *Maria-Adelinda* fu Cipriano, nubile, dom. come contro.
»	464249	300 —	Comello *Adelinda* fu *Cipriano*, nubile, dom. a Mongrando (Novara), vincolata.	
3,50 %	263244	154 —	Comello Maria, Pia e *Adelinda* fu Cipriano, la prima moglie di Lega Carlo e le altre due nubili, eredi indivise, dom. a Mongrando (Novara).	Comello Maria, Pia e *Maria-Adelinda* fu Cipriano ecc. come contro.
Cons. 5 %	110681	245 —	Fresia *Giustina* fu Giovanni-Domenico, moglie di Ceresa Amedeo-Albino fu Pietro, domiciliate a Cellamonte (Alessandria) vincolata.	Fresia *Celestina-Domitilla-Giustina* fu Giovanni-Domenico, moglie ecc. come contro.
»	179692	455 —	*Sciorelli* Rosa fu Nicolao, moglie di Verola Giovanni Battista, dom. a Villaviani (Porto Maurizio).	*Sciorella* Rosa fu Nicolao, moglie ecc. come contro.
3,50 %	88516	528,50	*Tavaltini* avv. *Achille-Eusebio* del *vivente* Giovanni Battista, dom. a Vercelli, ipotecata a favore di *Rosa* Dollero moglie del titolare a garanzia della dote.	*Tavalino Virgilio-Achilleo-Eusebio* di Giovanni Battista, dom. a Vercelli, ipotecata a favore di Dollero *Felicita-Rosa*, moglie ecc. come contro.
Cons. 5 %	100960	290 —	Salvago Maria fu Placido, moglie di Ghersi *Adolfo*, dom. a Messina vincolata.	Salvago Maria fu Placido, moglie di Ghersi *Luigi-Adolfo detto Adolfo*, dom. a Messina, vincolata.
3,50 % »	667527 667528	640,50 245 —	Manfredi *Dario-Ernesto* detto Ernesto fu Giovanni Battista, dom. a Lerici (Genova), vincolata.	Manfredi *Ernesto-Dario* fu Giovanni Battista, dom. a Lerici (Genova), vincolata.
Cons. 5 %	513757	7.265 —	Copetta Giovanni di *Giuseppe Giovanni*, minore sotto la *p. p.* del padre, dom. a Genova.	Copetta Giovanni di *Giovanni*, minore sotto la *tutela legale* del padre, dom. a Genova.
» Cons. 5 % Littorio	514674 52966	1.950 — 2.835 —	Copetta Giovanni di Giovanni, minore ecc. come la precedente.	
Cons. 5 %	253641	260 —	*Zanni Carlo* di Giovanni e di Filippini Teresa, minore sotto la p. p. del padre, dom. a Romagnese (Pavia).	*Zani Antonio* di Giovanni, ecc. come contro.

DEBITO	NUMERO di iscrizione	AMMONTARE della rendita annua	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE	TENORE DELLA RETTIFICA
Cons. 5 %	48471	2.030 —	Nigro *Cristina* di Moisè, minore sotto la p. p. del padre, dom. a Cosenza.	Nigro *Maria-Cristina* di Moisè, minore ecc. come contro.
» »	131693 168664	50 — 55 —	Gargano *Berenice* fu Pasquale minore sotto la p. p. della madre Gambardella Angiolina di Pasquale, ved. Gargano, dom. a Nicastro (Catanzaro).	Gargano Nice fu Psquale, minore ecc. come contro.
3,50 %	409647	210 —	Degiovanni *Caterina* fu Chiaffredo, nubile, dom. a Dronero (Cuneo).	Degiovanni *Maria-Catterina-Francesca* fu Chiaffredo, nubile dom. a Dronero (Cuneo).
»	95865	77 —	Gamba *Antonio* fu Giacomo, dom. a Ciriasco (Novara).	Gamba *Pietro-Antonio* fu Giacomo, dom. come contro.
Cons. 5 % Littorio	8673	160 —	Caramelli *Enzo* fu Aristodemo, minore sotto la p. p. della madre Mazzoni Clementina fu Giacomo ved. Caramelli, dom. a Livorno.	Caramelli *Vincenzo* fu Aristodemo, minore ecc. come contro.
Cons. 5 % Cons. 5 % Littorio	473159 18391	200 — 645 —	Agrò Ada fu *Gerlando* minore sotto la p. p. della madre *Garifo Angelina* ved. Agrò domiciliata a Naro (Agrigento).	Agrò Ada fu *Agesilao-Antonino-Gerlando*, minore sotto la p. p. della madre *Garufo Maria-Angela* ved. ecc. come contro.
3,50 %	696381	35 —	Lavagna *Giuseppe-Giulio* fu Giov. Battista, dom. a Chiavari (Genova).	Lavagna *Giuseppe-Filippo-Giulio* fu Giov. Battista, dom. come contro.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale sul Debito pubblico approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 23 settembre 1933 - Anno XI.

Il direttore generale: CIARROCCA.

(5856)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato G C